

Angela Merkel s'en est allée. Mais sommes-nous débarrassés du «merkelisme»?

Edouard Husson

En 1998, le Chancelier chrétien-démocrate Helmut Kohl s'était présenté aux élections parlementaires allemandes pour la cinquième fois et avait été battu, après seize ans au pouvoir. Il s'agissait d'une alternance claire et nette. Lors de la première séance du Bundestag après l'élection, le Chancelier sortant, vaincu dans les urnes, avait serré la main du vainqueur social-démocrate, Gerhard Schröder. Ce 26 octobre 2021, vingt-trois ans plus tard, on sort également d'une période de seize ans au pouvoir pour un Chancelier de la CDU mais Angela Merkel a eu la sagesse de ne pas se représenter.

Ce n'est pas elle qui a perdu mais son parti, la CDU, incapable de se distancier d'elle. La Chancelière ne siégeait plus, ce 26 octobre, jour de la séance constitutive du nouveau Bundestag, à la place du gouvernement mais à la tribune d'honneur. Elle se contente de gérer les affaires courantes.

Madame Merkel ne s'étant pas représentée à la députation, le Président de la République Fédérale lui a remis une "charte de fin de mandat" Et tous les commentateurs ont souligné qu'il régnait sur la Chambre des députés allemands une atmosphère de renouveau, symbolisé par un autre passage de témoin, celui du chrétien-démocrate Wolfgang Schäuble, l'un des vétérans de l'Assemblée, à la social-démocrate Bärbel Bas pour assurer la présidence du Bundestag.

Cependant, si Angela Merkel s'en va, on est en droit de se demander si le "merkelisme" part avec elle.

Madame Merkel est en train de s'en aller mais il sera sans doute difficile à celui qui va la remplacer, Olaf Scholz, de sortir du "merkelisme":

Premièrement, il ne faut pas oublier qu’Olaf Scholz a été, pendant trois ans et demi Ministre des Finances et vice-chancelier du dernier gouvernement dirigé par Angela Merkel. Sur beaucoup de sujets, à commencer par les politiques sanitaires « enfermistes » mises en place au nom de la lutte contre le COVID-19, il ne s’est jamais démarqué.

On pourrait défendre le point de vue selon lequel, des deux « héritiers » d’Angela Merkel, la Chancelière qui a gouverné douze ans sur seize avec le SPD, c’est la personnalité d’Olaf Scholz, plus déterminé, qui l’a emporté sur celle du chrétien-démocrate Armin Laschet.

Fondamentalement, le gouvernement rouge-jaune-vert qui devrait être installé début décembre, est une construction qui ne rompt pas avec le “en même temps” merkelien, le refus de la Chancelière sortante de construire une politique de droite à laquelle se serait opposée une politique alternative, autour du SPD.

L’Allemagne a été gouvernée, de 2005 à 2009 puis de 2013 à 2021, par des gouvernements CDU/SPD. Angela Merkel a inventé le « en même temps » de droite et de gauche avant Emmanuel macron. Le SPD et les Verts, partis historiquement de gauche, ont besoin du FDP, parti historiquement de droite, pour gouverner; mais ce dernier aurait plus naturellement sa place dans une alliance des droites – en particulier du fait de son insistance sur l’équilibre budgétaire et sur l’investissement industriel. Ni le FDP ni les Verts ne pourront être totalement satisfaits des compromis qu’ils auront à faire vis-à-vis de l’autre dans un gouvernement tripartite.

Le sujet le plus délicat, au sein de la coalition sera celui de dépenses budgétaires extraordinaires pour financer la transition énergétique. C’est un sujet et une méthode typiquement merkeliens. Angela Merkel aurait souhaité, in petto, que les Verts remportent les élections ou du moins fassent un score qui leur permette de gouverner seul avec les chrétiens-démocrates.

Contourner la règle d’or du budget et le pacte de stabilité européen (qui devrait être à nouveau en vigueur en 2022, après les années Corona) avec un plan d’investissements exceptionnels est une façon de jouer avec les règles sur laquelle le FDP (à tort) fermera les yeux. On restera, là encore, dans ce “ni droite ni gauche” qu’affectionne Angela

Merkel. En fait, durant les gouvernements d'Angela Merkel, l'Allemagne a progressivement abandonné une vision de l'Europe fondée sur la subsidiarité – dont le respect des règles budgétaires de Maastricht était le verrou.

En ce qui concerne les politiques de restriction des libertés publiques au nom de la lutte contre le Corona, il ne semble malheureusement pas que les choses doivent changer, malgré la présence des libéraux au gouvernement. La coalition pressentie et la CDU/CSU se sont entendus dès le mercredi 27 octobre, lendemain de l'installation du parlement, sur une sortie de l'état d'urgence...accompagnée d'un maintien de la politique sanitaire, là aussi un "en même temps" typiquement merkelien.

La politique sanitaire a été le prétexte, chez Angela Merkel, pour rogner les prérogatives des Länder (responsables de la santé publique) et mettre en place une centralisation comme l'Allemagne n'en a plus connue depuis longtemps. Il est probable que les négociations permanentes au sein d'une (inédite) coalition tripartite limiteront l'efficacité du pouvoir central.

Mais il ne faut pas se faire d'illusions : quand ils auraient dû résister à la poussée centralisatrice de l'ancienne citoyenne de RDA Angela Merkel, les premiers ministres des Länder n'ont pas eu le courage de s'opposer. Ils ont accompagné le mouvement général qui consiste à confisquer une partie du pouvoir local et régional pour le confier au niveau national et européen – aux dépens de la démocratie.

On a pu constater, à l'occasion de l'installation du nouveau Bundestag, qu'une autre caractéristique de l'ère Merkel était prorogée, la tendance à faire de l'AfD (Alternative pour l'Allemagne) le bouc-émissaire permanent des débats au Bundestag.

Alors, oui, il y a bien, quand même un changement majeur: la CDU et la CSU, après seize ans de pouvoir, se retrouve dans l'opposition et va pouvoir se régénérer. Mais c'est un long chemin, surtout si la CDU et la CSU préfèrent huer avec les autres l'AfD plutôt que se demander à quelles conditions cette dernière pourrait un jour être intégrée à une coalition de gouvernement.